

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOACHIM
M.R.C DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ

RÈGLEMENT # 307-2007

**RÈGLEMENT CONCERNANT LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET
L'ORDRE DANS LES ENDROITS PUBLICS ET
APPLICABLE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

CONSIDÉRANT QUE le Conseil juge nécessaire d'adopter un règlement visant à assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien être général sur le territoire de la municipalité de Saint-Joachim;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil juge nécessaire d'assurer la sécurité et la tranquillité des endroits publics de son territoire;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a été donné le 7 juillet 2003;

EN CONSÉQUENCE ET POUR TOUS CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ PAR : Marcel Jean

ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE LE RÈGLEMENT SUIVANT SOIT ADOPTÉ.

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

L'annexe jointe au présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Aux fins de ce règlement, les expressions et mots suivants signifient :

Endroit public : Signifie les parcs, les rues, les aires à caractère public.

Parc : Signifie les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction et comprend tous les espaces publics gazonnés ou non, où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire.

Rue : Signifie les rues, les chemins, les ruelles, les pistes cyclables et les trottoirs ainsi que les autres endroits dédiés à la circulation piétonnière ou de véhicules situés sur le territoire de la municipalité et dont l'entretien est à sa charge.

Aires à caractère public : Les stationnements dont l'entretien est à la charge de la municipalité, les immeubles appartenant à la municipalité, les aires communes d'un édifice public (école, église, presbytère, terrain public de stationnement).

ARTICLE -3- BOISSONS ALCOOLIQUES

Dans un endroit public, il est défendu à quiconque de consommer des boissons alcoolisées ou d'avoir en sa possession un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée à moins qu'un permis n'ait été dûment délivré par la Régie des alcools des courses et des jeux.

ARTICLE -4- GRAFFITI/BRIS

Dans un endroit public, il est défendu à quiconque de dessiner, peindre, de marquer, endommager, briser ou détruire les biens qui s'y trouvent.

Il est strictement défendu d'altérer, de briser, de déplacer et d'enlever les enseignes, affiches ou signalisation dans un endroit public.

ARTICLE-5- ARME BLANCHE

Il est défendu à quiconque de se trouver dans un endroit public, en ayant sur soi sans excuse raisonnable un couteau, une machette, un bâton ou tout autre type d'arme.

L'autodéfense ne constitue pas un motif raisonnable.

ARTICLE 6 - FEU

Nul ne peut allumer ou maintenir allumé un feu dans un endroit public sans permis.

Le conseil municipal peut, par voie de résolution, émettre un permis autorisant un feu pour un événement spécifique aux conditions suivantes :

- a) le demandeur est une personne physique, majeure;
- b) aucun feu ne peut être allumé ou maintenu allumé à moins de vingt-cinq (25) mètres de tout bâtiment;
- c) le demandeur a préalablement obtenu l'autorisation du chef incendie;
- d) le demandeur a préalablement fourni au conseil municipal tous les détails pertinents entourant la tenue d'un tel événement.

ARTICLE 7- BESOINS NATURELS

Il est défendu à quiconque d'uriner ou de déféquer dans un endroit public, sauf aux endroits spécifiquement aménagés à cette fin.

ARTICLE 8 - BATAILLE

Il est défendu de se battre ou de se tirer dans un endroit public.

ARTICLE 9 - PROJÉTILES

Il est défendu à quiconque de lancer des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile dans un endroit public.

ARTICLE 10 – MANIFESTATION, PARADE ETC...

Il est défendu d'organiser, de diriger ou de participer à une manifestation, une parade, une marche, une course, une compétition ou un rallye regroupant plus de 15 participants dans un endroit public sans avoir préalablement obtenu un permis de la municipalité.

Le conseil municipal peut, par voie de résolution, émettre un permis autorisant la tenue d'une activité aux conditions suivantes :

- a) Le demandeur aura préalablement présenté au service de police desservant la municipalité un plan détaillé de l'activité et des mesures de sécurité qu'il entend mettre en place, considérant que la présence permanente d'un policier sera une mesure très exceptionnelle.
- b) Le représentant du service de police concerné aura validé les mesures de sécurité envisagées par le demandeur.

Sont exemptés d'obtenir un tel permis les cortèges funèbres, les mariages, les pèlerinages et les événements à caractère provincial ou fédéral déjà assujettis à une autre Loi.

ARTICLE-11- COUCHER, LOGER, MENDIER ET FLANER

Il est interdit de se coucher, de se loger, de mendier ou de flâner dans un endroit public, sauf si une autorisation préalable a été émise par les autorités municipales.

ARTICLE 12 - ALCOOL ET DROGUE

Il est interdit à quiconque de consommer de l'alcool dans un endroit public, de consommer et être sous l'effet de l'alcool ou de la drogue.

Il est interdit à quiconque de consommer de l'alcool dans un endroit public sauf lorsqu'un permis a dûment été émis par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec.

ARTICLE 13 - ÉCOLE

Il est interdit à quiconque, sans motif raisonnable, de se trouver sur le terrain d'une école du lundi au vendredi entre 7h et 17h.

ARTICLE 14 - PRÉSENCE ET PARC

Il est interdit à quiconque de se trouver dans un parc, les aires à caractère public ou sur les terrains de la municipalité aux endroits et heures spécifiés à l'annexe « A »

Dans un parc, nul ne peut pénétrer sans motif raisonnable sur les lieux où se déroule ou autrement perturber une activité organisée ou autorisée par la municipalité.

Le conseil municipal peut, par voie de résolution, émettre un permis pour un évènement spécifique.

ARTICLE 15 - PERIMÈTRE DE SÉCURITÉ

Il est défendu à quiconque de franchir ou de se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi à l'aide d'une signalisation appropriée (ruban indicateur, barrières etc.) par l'autorité compétente à moins d'y être expressément autorisé.

ARTICLE 16 – INSULTER

Il est défendu de blasphémer ou d'injurier un agent de la paix, un inspecteur municipal, une personne en autorité ou en fonction pour la ville ou toute personne chargé de l'application de la réglementation municipale dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 17 – JEU ET AIRE PUBLIQUE

Il est défendu à quiconque de faire ou de participer à un jeu ou à une activité dans un endroit public sans l'autorisation expresse du propriétaire ou de son représentant.

Dans un parc, toute personne participant à titre de spectateur à une activité organisée par ou sous la direction du Service de loisirs de la municipalité, doit suivre les indications et les consignes installées par la municipalité, relativement à la circulation des personnes et à l'endroit où ils peuvent prendre place pour assister à l'activité.

ARTICLE 18 - REFUS DE QUITTER

Il est défendu à toute personne de refuser de quitter un endroit public lorsqu'elle en est sommée par la personne qui en a la surveillance ou par une personne à l'emploi de la municipalité, ou une personne en autorisé, ou par un agent de la paix.

ARTICLE 19- DÉFENSE DE CAUSER DES DOMMAGES

Il est défendu d'avarier, salir, casser, briser, arracher, déplacer ou endommager, de quelque manière que ce soit, la propriété privée ou publique et tout objet d'ornementation, en quelque endroit de la municipalité. Il est défendu, en général, de se livrer à quelque acte de vandalisme.

ARTICLE 20- DÉFENSE D'OBSTRUER LA CIRCULATION

Il est défendu d'obstruer ou gêner, sans raison, le passage des piétons ou la circulation des voitures dans une rue ou une place publique, de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 21- DÉFENSE DE PÉNÉTRER SUR LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES

Il est défendu de pénétrer dans les cours, jardins ou ruelles, d'escalader des clôtures, hangars, garages ou remises, de gravir des escaliers ou échelles, aux fins de surprendre une ou des personnes, ou de voir ce qui se passe à l'intérieur des demeures, logis privés ou salles particulières.

ARTICLE 22- ENTRAVE À UN FONCTIONNAIRE MUNICIPAL

Il est défendu d'entraver, gêner ou de molester un fonctionnaire municipal dans l'exercice de ses fonctions.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

ARTICLE 23 - CONSTAT D'INFRACTION

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la Sûreté du Québec ainsi que la directrice générale et secrétaire-trésorière, la directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe, l'inspecteur municipal, l'inspecteur en bâtiment et en environnement et l'urbaniste, à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin; ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 24 - AMENDES

Quiconque contrevient à l'une des dispositions de ce règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de :

a) pour une première infraction :

- . amende minimale de 100\$
- . amende maximale de 1 000\$

b) dans le cas de récidive, dans une période de deux (2) ans :

- . amende minimale de 200\$
- . amende maximale de 2 000\$

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c.C-25-1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 25 - RECOURS

Malgré les recours pénaux, la Municipalité peut exercer, lorsque le Conseil le juge pertinent, tous les recours nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 26 - DISPOSITIONS

Lors du prononcé de la sentence, le tribunal compétent peut, outre condamner le contrevenant au paiement d'une amende, ordonner que celui-ci prenne les dispositions nécessaires pour faire cesser ladite nuisance et qu'à défaut d'exécution dans le délai prescrit, que de telles dispositions soient prises par la municipalité aux frais de ce contrevenant.

De plus, le tribunal pourra à sa discrétion interdire la présence du contrevenant sur un ou des terrains déterminés pour une période de temps donnée.

ARTICLE 27 - ABROGATION

Le présent règlement abroge et remplace toutes dispositions de règlements antérieurs incompatibles avec les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 28 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

FAIT à Saint-Joachim
Ce 5 septembre 2007

Gaston Gagnon, maire

Suzanne Cyr, directrice-générale et
Secrétaire-trésorière